

MEURTRE DE NAHEL - POUR UN SOULÈVEMENT CONTRE L'ÉTAT POLICIER

Communiqué des "ami-es des Soulèvements de la Terre", 28 juin 2023

Mardi matin, un policier a assassiné froidement à bout portant Nahel, un jeune livreur de 17 ans, à Nanterre juste après avoir crié « Je vais te tirer une balle dans la tête ». Une vidéo amateur filmée par smartphone a tourné en boucle, battant en brèche la version policière qui a cherché à se couvrir en arguant de la « légitime défense » comme pour chaque crime policier depuis des décennies.

Après avoir mis en joue 150 jeunes à Mantes-la-Jolie en 2018, tabassé Michel Zecler sous des injures racistes en 2020, appelé par une tribune d'anciens généraux à un coup d'Etat en 2021, un nouveau palier est franchi.

Rien n'a changé depuis les marches du MIB (Mouvement de l'Immigration et des Banlieues) dans les années 90, les révoltes après l'assassinat de Zyed et Bouna en 2005, l'assassinat de Lamine Dieng en 2007 ou encore d'Adama Traoré en 2016. La situation s'est même aggravée.

Les exécutions sont régulières et leur fréquence s'est accélérée depuis 2017 avec l'article L435 qui a élargi le cadre juridique de la légitime défense, s'apparentant à un "permis de tuer" sans rendre de comptes. Le nombre de personnes tuées par la police ne cesse de grimper. On dénombre au moins 30 décès en 2019, 46 en 2020 et 53 en 2021. Rien qu'en 2022, 13 personnes ont été tuées pour un refus d'obtempérer.

Le corps policier, largement acquis à l'extrême-droite, s'assume de plus en plus comme une sorte de milice factieuse. Elle se sait indispensable aux gouvernements capitalistes pour réprimer toutes les forces qui cherchent à s'opposer à leurs politiques de destruction sociales et écologiques, tous les corps qui se soulèvent, les territoires qui construisent des mondes habitables.

Ce nouveau crime policier flagrant n'est pas une « bavure » ou une « dérive ». Il est symptomatique d'un ordre étatique raciste fondé sur la violence contre les personnes racisées et

tous les corps jugés non conformes. Cette violence qui mutilé, enferme et tue, s'est éprouvée de longue date au sein des colonies et des quartiers populaires. Maintenant, elle s'étend par tache d'huile depuis quelques années sur les milieux militants, le mouvement social, les gilets jaunes, les luttes écologistes.

Concernant les Soulèvements, le 25 mars dernier ce sont plus de 5000 grenades tirées en moins de deux heures sur les manifestant-es, faisant plus de 200 blessé-es, de nombreux-ses mutilé-es et ayant mis deux personnes entre la vie et la mort. Le 17 juin, la manifestation contre le Lyon-Turin s'est soldée par une trentaine de blessé-es côté manifestant-es, dont 6 hospitalisations.

Cette généralisation de la violence policière suscite des prises de conscience dans des milieux sociaux ou géographiques jusqu'alors épargnés par la violence d'État. Il ne tient qu'à nous de transformer cette prise de conscience en gestes de solidarités concrètes, partout où nous sommes dans les luttes écologistes et sociales, y compris dans les géographies plus éloignées des quartiers populaires ! Chaque fois que nous dénonçons la répression contre nos mouvements, n'oublions jamais que cet Etat policier s'applique avant tout au sein des territoires colonisés et des quartiers populaires. N'oublions jamais qu'il est simplement la « normalité » pour des millions de français le plus souvent non-blanc.he.s et/ou qui n'ont pas les bons papiers.

Hier soir, à Nanterre, en Île de France et dans quelques autres villes, des gestes de révoltes salutaires ont éclaté - à nouveau largement réprimés. Ce soir, Darmanin annonce la mise à disposition de 2000 policiers partout sur le territoire, tandis que le gouvernement cherche par tous les moyens à « appeler au calme » et en faire une affaire isolée.

La colère gronde partout. La mère de Nahel invite à une « marche blanche de la révolte » dès jeudi après-midi, et de multiples rassemblements et gestes de solidarité s'annoncent dans la soirée et les jours à venir.

Face à cet Etat policier en roue libre qui emmène notre pays vers un régime autoritaire, la généralisation des soulèvements est plus que jamais vitale. Et la dissolution de la police, assurance-vie de l'association de malfaiteurs qui détruit nos vies et nos territoires, est une mesure de bon sens.

Pour Nahel, ni oubli, ni pardon ! Pas de justice, pas de paix !